

BOMBARDIER INC. (la « corporation » ou « Société »)

RÈGLEMENT UN

ASSEMBLÉES DES ACTIONNAIRES ET DES ADMINISTRATEURS

ARTICLE 1. ASSEMBLÉES DES ACTIONNAIRES

(a) **LIEU ET HEURE.** Sous réserve des lois régissant la Société, les assemblées des actionnaires de la corporation doivent se tenir à l'endroit, à la date et à l'heure que pourra fixer, à l'occasion, le conseil d'administration, le président du conseil, s'il y en a un, le vice-président du conseil, s'il y en a un, le chef de la direction, le président ou tout vice-président qui est administrateur.

(b) **PRÉSIDENT D'ASSEMBLÉE.** Sous réserve des dispositions de toute résolution du conseil d'administration, le président du conseil, s'il y en a un, ou, advenant son absence, son incapacité, son refus ou son omission d'agir, le vice-président du conseil, s'il y en a un, ou, advenant l'absence, l'incapacité, le refus ou l'omission d'agir de ces dirigeants, le président ou, advenant l'absence, l'incapacité, le refus ou l'omission d'agir de ces dirigeants, le vice-président, s'il y en a un, ou, s'il y a plus d'un vice-président présent et pouvant ainsi agir, celui d'entre eux qui peut avoir été désigné pour exercer cette fonction par le président du conseil, le vice-président du conseil ou le président ou par une résolution du conseil d'administration, préside toutes les assemblées d'actionnaires. Chacune de ces personnes peut assister à chacune de ces assemblées; toutefois, aucun vice-président ne pourra présider les assemblées si le conseil d'administration a décidé qu'il ne peut le faire. Si tous ces dirigeants sont absents, sont dans l'impossibilité de présider ou refusent ou omettent de le faire, les actionnaires présents ou représentés et ayant droit de vote à cette assemblée peuvent élire un président d'assemblée.

(c) **QUORUM.** À moins de dispositions au contraire dans les statuts de la Société, le quorum à toute assemblée des actionnaires sera constitué de deux ou plusieurs personnes présentes, ayant chacune droit d'y voter soit personnellement, soit à titre de fondé de pouvoir d'un actionnaire, soit à titre de représentant autorisé d'une personne morale ou d'une association qui est actionnaire, et représentant dans l'ensemble, soit de plein droit, soit par procuration, soit à titre de représentant de cette personne morale ou association, un nombre d'actions comportant pas moins de la majorité des droits de vote afférents à toutes les actions en circulation de la Société.

S'il y a absence de quorum ou s'il cesse d'y avoir quorum à toute assemblée d'actionnaires, aucune affaire ne peut alors y être traitée, sauf celle de l'ajournement de cette assemblée, et le quorum à la première reprise de cette assemblée sera constitué des personnes qui y seront présentes, ayant chacune droit de voter soit personnellement, soit à titre de fondé de pouvoir d'un actionnaire, soit à titre de représentant autorisé d'une personne morale ou d'une association qui est actionnaire, et représentant dans l'ensemble, soit de plein droit, soit par procuration, soit à titre de représentant de cette personne morale ou association, un nombre d'actions comportant pas moins de 25 % des droits de vote afférents à toutes les actions en circulation de la Société.

(d) DROIT DE VOTE. À chaque assemblée des actionnaires, l'actionnaire qui y a le droit de voter, le fondé de procuration d'un actionnaire qui y a le droit de voter et le représentant autorisé d'une personne morale ou d'une association qui est actionnaire y ayant le droit de voter et qui assistent à l'assemblée, ont droit à une voix lors d'un vote à main levée et, si le vote est au scrutin secret, à une voix par action donnant droit de vote qui est inscrite au nom du détenteur dans les registres de la corporation, sauf si un autre mode de répartition des voix est prévu aux termes des statuts de la Société. Dans ce dernier cas, c'est ce mode qui doit être adopté.

(e) SCRUTATEURS. Le président d'assemblée d'actionnaires peut nommer une ou plusieurs personnes (qu'elles soient actionnaires ou non) au poste de scrutateur de l'assemblée.

(f) MISE EN CANDIDATURE D'ADMINISTRATEURS.

1. Sous réserve uniquement de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* (la **Loi**) et des statuts de la Société, seules les personnes dont la candidature est proposée conformément à la procédure prévue ci-après sont admissibles à l'élection comme administrateurs de la Société. Les mises en candidature en vue de l'élection de membres du conseil d'administration de la Société peuvent être faites à une assemblée annuelle d'actionnaires, ou à une assemblée extraordinaire d'actionnaires convoquée entre autres aux fins de l'élection d'administrateurs :

a. par le conseil d'administration, ou sous sa directive, y compris aux termes d'un avis de convocation à l'assemblée;

- b. par un ou plusieurs actionnaires, ou sous leur directive ou demande, aux termes d'une proposition faite conformément aux dispositions de la Loi ou aux termes d'un avis des actionnaires présenté conformément aux dispositions de la Loi; ou
 - c. par toute personne (un **actionnaire proposant une candidature**) : (a) qui, à la fermeture des bureaux le jour où l'avis prévu ci-dessous dans le présent alinéa 1(f) est donné et à la date de référence aux fins de l'avis de convocation à cette assemblée, est inscrite dans le registre des valeurs mobilières en tant que porteur d'une ou de plusieurs actions comportant droit de vote à ladite assemblée ou est propriétaire véritable d'actions assorties de droits de vote pouvant être exercés à cette assemblée; et (b) qui suit la procédure relative aux avis prévue ci-dessous dans le présent alinéa 1(f).
2. En plus des autres exigences applicables, pour qu'une candidature puisse être proposée par un actionnaire proposant une candidature, ce dernier doit en avoir donné un avis écrit en bonne et due forme au secrétaire de la Société ou au secrétaire adjoint de la Société au siège social de la Société dans les délais impartis.
 3. Pour être donné dans les délais impartis, un avis donné par un actionnaire proposant une candidature au secrétaire de la Société ou au secrétaire adjoint de la Société doit :
 - a. dans le cas d'une assemblée annuelle des actionnaires, avoir été donné au moins 30 jours et au plus 65 jours avant la date de l'assemblée annuelle des actionnaires; toutefois, si l'assemblée annuelle des actionnaires doit être tenue moins de 50 jours après la date de la première annonce publique (la **date de l'avis**) de la date de l'assemblée annuelle, l'actionnaire proposant une candidature pourra donner son avis au plus tard à la fermeture des bureaux le dixième (10^e) jour suivant la date de l'avis; et
 - b. dans le cas d'une assemblée extraordinaire (qui n'est pas également une assemblée annuelle) des actionnaires convoquée aux fins de l'élection d'administrateurs (qu'elle ait été

convoquée également à d'autres fins ou non), avoir été donné au plus tard à la fermeture des bureaux le quinzième (15^e) jour suivant la date de la première annonce publique de la date de l'assemblée extraordinaire des actionnaires.

Le report ou l'ajournement d'une assemblée des actionnaires ou l'annonce de son report ou ajournement ne donne aucunement ouverture à une nouvelle période pour le calcul du délai applicable à l'avis donné par un actionnaire proposant une candidature ainsi qu'il est décrit ci-dessus.

4. Pour être donné par écrit en bonne et due forme, l'avis donné par l'actionnaire proposant une candidature au secrétaire de la Société ou au secrétaire adjoint de la Société doit comporter les renseignements suivants :
 - a. relativement à chaque candidat à l'élection comme administrateur proposé par l'actionnaire proposant une candidature : (a) le nom, l'âge, l'adresse professionnelle et l'adresse domiciliaire de cette personne; (b) l'occupation principale ou l'emploi de cette personne; (c) la catégorie ou série des actions du capital-actions de la Société, de même que leur nombre, que cette personne contrôle ou détient à titre de propriétaire véritable ou inscrit à la date de référence fixée pour l'assemblée des actionnaires (si cette date a été rendue publique et est passée) ainsi qu'à la date d'un tel avis; et (d) tout autre renseignement concernant cette personne qui serait exigé dans une circulaire de sollicitation de procurations d'actionnaires dissidents relativement à la sollicitation de procurations en vue de l'élection d'administrateurs en vertu de la Loi et des lois sur les valeurs mobilières applicables (au sens donné à ce terme ci-dessous); et
 - b. relativement à l'actionnaire proposant une candidature et donnant l'avis, les procurations, contrats, arrangements, ententes ou liens lui conférant le droit d'exercer les droits de vote se rattachant à des actions de la Société et tout autre renseignement concernant cet actionnaire qui serait exigé dans une circulaire de sollicitation de procurations d'actionnaires

dissidents relativement à la sollicitation de procurations en vue de l'élection d'administrateurs en vertu de la Loi et des lois sur les valeurs mobilières applicables (au sens donné à ce terme ci-dessous).

La Société peut exiger qu'un candidat proposé lui fournisse toute autre information qui serait raisonnablement nécessaire pour établir l'admissibilité de ce candidat à siéger comme administrateur indépendant de la Société ou qui serait importante pour qu'un actionnaire puisse raisonnablement juger de l'indépendance ou de la non-indépendance de ce candidat.

5. Quiconque n'a pas été mis en candidature conformément aux dispositions du présent alinéa 1(f) ne peut être candidat à l'élection au poste d'administrateur de la Société; toutefois, aucune disposition du présent alinéa 1(f) n'est réputée empêcher la tenue d'une discussion par un actionnaire (par opposition à la mise en candidature des administrateurs) à une assemblée d'actionnaires sur un sujet relativement auquel il aurait eu droit de présenter une proposition en vertu des dispositions de la Loi. Le président de l'assemblée aura le pouvoir et le devoir de déterminer si une mise en candidature respecte la procédure énoncée dans les présentes et, advenant qu'une mise en candidature ne soit pas conforme aux présentes, de déclarer que cette mise en candidature non conforme est rejetée.
6. Pour les besoins du présent alinéa 1(f), les termes ci-dessous ont le sens indiqué :
 - a. « **annonce publique** » signifie une communication d'information par voie de communiqué de presse diffusé par un service de presse national au Canada, ou dans un document déposé publiquement par la Société sous son profil dans le Système électronique de données, d'analyse et de recherche à l'adresse www.sedar.com; et
 - b. « **lois sur les valeurs mobilières applicables** » signifie l'ensemble des lois applicables régissant les valeurs mobilières de chacune des provinces pertinentes du Canada, en leur version modifiée de temps à autre, les règles, les règlements et

les annexes adoptés en application d'une de ces lois de même que les règlements, instructions générales, normes multilatérales, politiques, bulletins et avis publiés par les commissions des valeurs mobilières et autres organismes de réglementation similaires de chacune des provinces du Canada.

7. Malgré toute autre disposition du présent alinéa 1(f), un avis donné au secrétaire de la Société ou au secrétaire adjoint de la Société conformément au présent alinéa 1(f) doit uniquement être livré en personne ou transmis par télécopieur ou courrier électronique (au secrétaire de la Société ou au secrétaire adjoint de la Société), et sera réputé avoir été donné uniquement au moment où il est livré en personne ou transmis par courrier électronique ou télécopieur (à la condition qu'un accusé de réception de cette transmission ait été reçu) au secrétaire ou au secrétaire adjoint à l'adresse du siège social de la Société; toutefois, si cette livraison ou communication électronique a lieu un jour qui n'est pas un jour ouvrable ou après 17 h (heure du Québec) un jour ouvrable, cette livraison ou communication électronique sera alors réputée avoir eu lieu le jour ouvrable suivant.
8. Malgré ce qui précède, le conseil d'administration peut, à son gré, renoncer à toute exigence prévue dans le présent alinéa 1(f).

ARTICLE 2. ASSEMBLÉES DES ADMINISTRATEURS

(a) LIEU, HEURE ET AVIS. Suivant immédiatement l'assemblée annuelle des actionnaires, chaque année, une assemblée des administrateurs nouvellement élus qui sont présents peut être tenue sans avis, à condition qu'il y ait quorum, dans le but de nommer les dirigeants de la corporation et de traiter de toute autre affaire qui peut être présentée à l'assemblée.

Sous réserve des dispositions de toute résolution du conseil d'administration, les assemblées du conseil d'administration peuvent être convoquées et tenues à tout endroit au Canada ou hors du Canada en tout temps par ordre du président du conseil, s'il y en a un, ou du vice-président du conseil, s'il y en a un, ou du chef de la direction ou du président ou de tout vice-président qui est administrateur ou de deux administrateurs. L'avis de la date, de l'heure et de l'endroit de chacune de ces assemblées devra être signifié à chacun des administrateurs ou laissé à sa résidence ou place d'affaires habituelle ou sera mis à la poste, par courrier affranchi,

ou sera envoyé par des moyens télégraphiques ou autres moyens de communication adressé à chacun des administrateurs à sa dernière adresse telle qu'elle figure aux registres de la Société au moins trois jours francs avant la date fixée pour cette assemblée. Tout administrateur peut renoncer, avant ou après la tenue d'une assemblée, à l'avis de convocation à cette assemblée ou à toute irrégularité dans cette assemblée ou dans l'avis de convocation à cette assemblée. Dans tous les cas où le président du conseil, s'il y en a un, ou le président considère, selon sa discrétion, qu'il existe une question urgente, il peut donner avis d'une assemblée du conseil d'administration par téléphone ou télégramme pas moins de quatre heures avant la tenue de cette assemblée et cet avis sera suffisant pour les fins de cette assemblée ainsi convoquée.

(b) QUORUM. Le conseil d'administration peut, à l'occasion, fixer par résolution le quorum requis pour les assemblées du conseil d'administration, mais, tant que ce quorum n'est pas fixé, une majorité des administrateurs en fonction, de temps à autre, constitue quorum.

(c) PRÉSIDENT D'ASSEMBLÉE. Sous réserve des dispositions de toute résolution du conseil d'administration, le président du conseil, s'il y en a un, ou, advenant son absence, son incapacité, son refus ou son omission d'agir, le vice-président du conseil, s'il y en a un, ou, advenant l'absence, l'incapacité, le refus ou l'omission d'agir de ces dirigeants, le président préside toutes les assemblées du conseil d'administration. Toutefois, le président ne peut ainsi agir à moins d'être administrateur. Si le président du conseil, s'il y en a un, le vice-président du conseil, s'il y en a un, et le président sont absents, sont dans l'impossibilité de présider ou refusent ou omettent de le faire, les administrateurs présents peuvent choisir l'un d'entre eux pour agir à titre de président d'assemblée. Le président de toute assemblée des administrateurs peut voter à titre d'administrateur.